

RAN HLC 2021

26/10/2021

DOCUMENT DE CONCLUSION

Conférence de haut niveau du RAN

12 octobre 2021, Bruxelles (Belgique) et en ligne.

RAN HLC 2021 : le RAN a 10 ans – Apprendre du passé, préparer l'avenir

Principaux résultats

Tous les deux ans, la conférence de haut niveau sur la radicalisation organisée par le Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RAN HLC) offre une occasion unique de faciliter les échanges entre un large éventail d'acteurs de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent issus de toute l'UE. Marquant le 10^e anniversaire du réseau, la conférence RAN HLC de 2021 a été l'occasion de se pencher sur les réalisations de cette dernière décennie et d'évoquer l'avenir, en discutant de la marche à suivre pour traiter efficacement les défis émergents de la radicalisation vers l'extrémisme violent et le terrorisme.

Les participants de la RAN HLC 2021 comprenaient des représentants de la Commission européenne et des États membres, comme des ministres et des officiels de haut rang. La conférence réunissait également des praticiens de première ligne, des chercheurs, des décideurs, ainsi que d'autres experts. Organisée comme un événement hybride, la HLC s'est déroulée à Bruxelles en Belgique, ainsi qu'en ligne. Elle a réuni près de 300 participants.

Ce document est une synthèse des conclusions relatives aux principaux sujets abordés : l'évolution du réseau, les défis actuels, les menaces et discours émergents, ainsi que le futur développement du réseau.

Temps forts de la conférence : accueil par le Directeur général adjoint Olivier Onidi et discours d'ouverture du Commissaire européen aux Affaires intérieures Ylva Johansson

Dans son discours d'ouverture, la Commissaire Johansson a partagé ses réflexions sur la taille actuelle du réseau, qui s'est fortement développé au cours de la décennie écoulée. Le réseau compte aujourd'hui plus de 6000 praticiens de première ligne dans toute l'Union européenne. La Commissaire Johansson a insisté sur le fait que les praticiens sont les premiers à repérer les signes précoces de radicalisation et à proposer une aide, et ce dans le contexte des toutes dernières attaques inspirées par la pandémie de Covid-19 et le mouvement incel. La Commissaire a loué la persévérance des praticiens et des décideurs qui travaillent dans l'ombre des attaques terroristes. Loin de se décourager, ils ont au contraire relevé le défi posé par la complexité du problème.

La Commissaire Johansson a d'autre part évoqué l'évolution récente de la structure du réseau qui est depuis le début de cette année divisé en deux branches, RAN Praticiens et RAN Soutien des politiques. Ce dernier a été chargé de bâtir une base de connaissances reposant sur les bonnes pratiques et des recherches ciblées, afin d'informer les décideurs des États membres sur la question de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent.

Mme Johansson a souligné que l'ajout de cette dimension politique a constitué une étape très importante du développement du réseau. « *En tant que décideuse et législatrice, j'ai besoin de votre contribution pour mener une politique basée sur des réalités. Et je demande aux ministres présents aujourd'hui de tirer pleinement parti de cette aide à la décision pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent* », a-t-elle exhorté le public présent. À cet égard, certains des défis futurs et des phénomènes émergents évoqués par la Commissaire étaient la montée du phénomène incel, la propagation de la désinformation et les discours complotistes, y compris ceux liés à la pandémie de Covid-19. En conséquence, Ylva Johansson a insisté sur le fait que le RAN doit développer le partage de pratiques inspiratrices et étendre la base de recherche, de façon à ce que les praticiens et les décideurs puissent mieux faire face à ces futures menaces.

Temps forts de la conférence : réflexion des fondateurs du RAN sur la décennie écoulée, et établissement du lien entre passé, présent et avenir

En tant que « pères et mères » fondateurs du RAN, l'ancien Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme **Gilles de Kerchove** et **Judy Korn**, cofondatrice et directrice générale de l'organisation allemande de praticiens Violence Prevention Network, ont été invités à partager leurs réflexions sur les débuts et l'évolution du réseau.

Au cours de son intervention, **Judy Korn** a souligné la nature innovante du RAN au moment de sa mise en place. Face à la menace des attaques terroristes et plus largement de l'extrémisme, il s'agissait alors d'une décision marquante de la Commission européenne et des États membres, qui faisait appel à l'expertise des praticiens de première ligne pour traiter ce problème de sécurité émergent. Ce qui apparaissait déjà clairement, comme l'a noté Mme Korn, c'était que la réponse à certaines de ces nouvelles menaces se trouve dans les interventions déjà réalisées, et découle de domaines tels que le travail avec les jeunes et l'éducation, la probation et le travail de sortie. Il y a dix ans, c'est cette reconnaissance qui a conduit le réseau à rapprocher des individus exerçant un large éventail de professions et issus de toute l'Union. Le but était de bâtir une plateforme qui permettrait aux praticiens de première ligne d'échanger des connaissances, des expériences et des pratiques, et de combler ainsi les lacunes des structures existantes pour faire face à l'extrémisme violent et au terrorisme. Du point de vue d'un praticien, cela signifierait :

- prévenir le recrutement par des groupes et organisations extrémistes et terroristes.
- Soutenir ceux qui veulent quitter de tels groupes et organisations.
- Renforcer la sensibilisation envers les risques de radicalisation conduisant à l'extrémisme violent.

Comme l'a rappelé Judy Korn, cela s'est traduit dans trois des objectifs initiaux du RAN :

- Partager les pratiques inspiratrices en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent.
- Partager les enseignements des praticiens issus de différentes professions et de différents États membres.
- Prendre en compte la voix des praticiens dans le processus d'élaboration des politiques.

En fait, ces deux objectifs ont été atteints au cours de la décennie écoulée. Il reste néanmoins difficile d'évaluer dans quelle mesure les recommandations des praticiens éclairent les politiques, a ajouté Judy Korn. Ce qui est clair, cependant, c'est que des mécanismes tels que le Comité de pilotage, la session plénière des praticiens du RAN et la conférence HLC sont des plateformes qui donnent la parole aux praticiens et constituent des occasions d'échanger directement avec la Commission européenne.

Mme Korn a conclu en insistant sur trois effets distincts que le réseau a eus jusqu'à présent :

- Le RAN soutient une grande diversité d'approches
- Le RAN encourage constamment les praticiens à améliorer leurs qualifications et à se perfectionner.
- En tant que plateforme ouverte, le RAN met à la disposition de tous les connaissances d'un petit nombre, dans toute l'Europe et au-delà.

Mme Korn a également insisté sur le fait qu'il est important de conserver une structure souple au sein du réseau pour être en mesure de faire face aux nouveaux défis, et sur le fait que ces défis ne pourront pas être relevés par un État membre agissant seul. C'est pourquoi le RAN continuera à occuper une place centrale dans la réponse de l'UE à l'extrémisme violent.

Pour **Gilles de Kerchove**, l'un des aspects les plus importants de la création du RAN était la structure de l'Union européenne à cette époque, ainsi que le débat scientifique autour du sujet. Les chercheurs étaient (et sont encore aujourd'hui) divisés quant aux facteurs de radicalisation. Il a fait remarquer que certaines des approches les plus importantes ont été le fait de chercheurs tels que Gilles Kepel, Olivier Roy, François Burgat et Farad Khoroskovar, qui se sont penchés sur un éventail de questions telles que l'idéologie, la géopolitique et la discrimination (individuelle).

Face au contexte de ce désaccord entre les chercheurs, le RAN s'est principalement concentré sur trois ensembles de facteurs :

- 1) Les facteurs structurels (sentiments d'injustice et de discrimination)
- 2) Les facteurs motivationnels (comme l'idéologie)
- 3) Les facteurs facilitateurs liés aux environnements (sociaux) des individus (par ex. Internet, la communauté, les prisons)

Concernant l'importance du problème dans l'Union à cette époque, M. de Kerchove a souligné qu'en 2011, il n'existait pas encore d'Union de la sécurité et que certains États membres n'avaient pas encore mis en place des politiques de prévention. Après avoir été longuement influencé par le Royaume-Uni, le développement d'une stratégie distincte au sein de l'UE s'est poursuivi sous l'influence d'acteurs tels que les États-Unis ou les Nations unies. Cette stratégie inclut naturellement le RAN, un réseau représentant une approche ascendante qui n'implique pas uniquement les praticiens, mais également les chercheurs et les décideurs. Au cours de la décennie écoulée, les États membres sont devenus plus proactifs, a déclaré Gilles de Kerchove, qui a pris comme exemple la Collaboration basée sur des projets et l'appropriation croissante par les décideurs.

Le RAN demeurera un projet spécial dans le sens où il traite un problème de sécurité majeur à partir du point de vue d'un praticien de la société civile. Cela demeure un aspect fascinant et une caractéristique propre du réseau. En conclusion, M. de Kerchove a déclaré que le RAN continuera à faire face aux nouveaux défis à venir :

- L'influence grandissante de la technologie, comme le remplacement du travail humain par des machines et le fait que les jeunes générations passent beaucoup de temps dans la sphère numérique.
- Le désengagement, la réadaptation et la réintégration dans la société d'un grand nombre de délinquants extrémistes violents et terroristes qui, à l'issue de leur peine, devront bientôt être libérés de prison dans toute l'UE.
- La poursuite du travail de compréhension des facteurs idéologiques de la radicalisation.
- L'extension du réseau au-delà de l'UE, grâce à la mise en place d'un centre de connaissances et de recherche, au développement de modules d'apprentissage en ligne, au renforcement des approches de surveillance en ligne et au renforcement de la culture numérique.

Temps forts de la conférence : table ronde avec les ministres, réflexion sur les réalisations et les défis actuels et futurs

Pour le volet suivant, **Monique Pariat, Directrice générale de la migration et des affaires intérieures**, a planté le décor en mettant en lumière certains effets de la pandémie de Covid-19 sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Il s'agit en particulier de l'aggravation de l'isolement social, de la défiance à l'égard des pouvoirs publics et du chômage. Agissant comme un catalyseur pour la propagation de la désinformation et des discours complotistes, ces développements ont collectivement favorisé l'augmentation du nombre de délits à motivation politique qui ne correspondent pas nécessairement aux catégories d'extrémisme actuelles.

Dans son discours d'ouverture, le **ministre slovène de l'Intérieur, Aleš Hojs**, qui représentait la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne, déclarait que malgré la pandémie, la lutte contre le terrorisme restera une priorité dans le programme de l'UE. Il a également fait remarquer que les effets liés à la pandémie contribuent aux tensions, que ce soit au sein ou à l'extérieur de l'Union. Concernant la stratégie de lutte contre le terrorisme, M. Hojs a indiqué que l'UE a fait beaucoup de chemin. Il a déclaré qu'il est clairement apparu qu'une meilleure intégration est essentielle pour lutter efficacement l'extrémisme violent et le terrorisme, en particulier du fait de l'imprévisibilité croissante de ce phénomène.

M. Hojs a insisté sur le fait que la coopération et les partenariats interinstitutionnels au sein de l'UE sont exemplaires et vont bien au-delà des réponses sécuritaires, les acteurs les plus avancés ayant développé la coopération interinstitutionnelle dans ce domaine pour employer des approches communautaires complètes. Un résultat de cette coopération est la mise en place du RAN. Le réseau est devenu un environnement clé qui pousse les voisins de l'UE à s'inspirer mutuellement, mais il est important que les États membres restent activement impliqués dans l'orientation et le pilotage des politiques liées et du RAN lui-même, afin que ce réseau poursuive son épanouissement.

Le **ministre portugais de l'Administration interne, Eduardo Cabrita**, a décrit son pays comme un partenaire actif dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme, et ce même si le Portugal n'a (heureusement) pas subi d'attaques. Concernant les préoccupations et les défis liés à la pandémie, M. Cabrita a insisté sur les menaces de la désinformation, et en particulier du rejet de la science, qui pèsent sur les États membres et sur les institutions européennes, ainsi que sur les liens que ces nouveaux acteurs ont avec les groupes d'extrême droite. Dans ce contexte, le Portugal a connu un nombre croissant de mouvements propageant la désinformation relative à la pandémie, en particulier au sujet de la vaccination. Se tournant vers l'avenir, M. Cabrita a souligné la nécessité de prévenir l'usage des plateformes numériques à de telles fins, ainsi que de limiter les

capacités des acteurs qui sont à l'origine de la désinformation et qui utilisent des plateformes numériques à des fins de mobilisation.

L'intervention du ministre portugais fut suivie de celle d'**Akseli Koskela, Secrétaire d'État du Ministre de l'Intérieur de Finlande**. Celui-ci a souligné deux développements majeurs liées à la pandémie et qui resteront à l'avenir une priorité du programme finlandais de lutte et de prévention de l'extrémisme violent. Premièrement, le fait que les citoyens, et particulièrement les jeunes, ont passé plus de temps en ligne qu'avant la pandémie, et qu'ils y ont été confrontés à la propagande terroriste et aux discours complotistes. Deuxièmement, de nombreuses personnes sans antécédents d'extrémisme sont descendues dans la rue durant la pandémie pour manifester (parfois violemment) contre les décideurs et des décisions démocratiques. Selon M. Koskela, il y a un risque que des mouvements antigouvernementaux nourris par le complotisme perdurent après la pandémie. Il a insisté sur la nécessité de mieux comprendre ce type de discours. Même si la Finlande a déjà lancé des projets visant à renforcer la capacité des éducateurs à protéger les jeunes du recrutement extrémiste en ligne, il faut aller plus loin. M. Koskela a déclaré qu'il est nécessaire de s'inspirer des nombreuses pratiques de contre-discours développées par la coalition mondiale contre Daecoih, que ce soit en ligne ou hors ligne. Ce qui est essentiel dans ce contexte, c'est d'avoir une coopération entre le troisième secteur et les autorités, ainsi que de renforcer les voix crédibles des ONG et des OSC. Tout au long de ce processus, le RAN aura un rôle essentiel à jouer, a conclu M. Koskela.

M. Vendelín Leitner, Secrétaire d'État au Ministère slovaque de l'Intérieur, a également pris la parole. Il a appuyé l'observation faite par M. Cabrita au sujet des groupes d'extrême droite capitalisant sur les peurs suscitées par la pandémie, particulièrement dans l'espace en ligne, et de la forte augmentation des fausses informations et de la désinformation au cours des premiers mois de la pandémie. En Slovaquie, comme dans de nombreux autres États membres de l'UE, l'extrême droite représente le défi majeur, a déclaré M. Leitner. Voici certains problèmes spécifiques rencontrés cette année :

- Les acteurs politiques liés à l'extrême droite mobilisant le grand public par le biais des médias sociaux et en organisant de grandes manifestations.
- Ces manifestations sont légales mais liées à des mouvements cherchant à limiter les droits de l'homme fondamentaux.
- On observe une polarisation croissante dans la société slovaque ainsi qu'un manque de confiance du public à l'égard des institutions démocratiques.

Dans un discours préparé pour la conférence HLC, **le vice-ministre de l'Intérieur de la République tchèque Jiri Novacek¹** a remercié le RAN pour sa fructueuse coopération dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent au cours des dix années écoulées. Il a souligné les nombreuses opportunités qui ont été créées non seulement pour échanger des bonnes pratiques, mais également pour revoir la législation, mettre en place des formations et développer des partenariats, afin de d'être en mesure de prévenir la radicalisation et de réagir à l'évolution des menaces.

M. Novacek a exprimé sa gratitude pour l'approche fondée sur les besoins de cette coopération, y compris les discussions en cours entre les États membres, leurs experts et les groupes de travail du RAN, afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles. Le vice-ministre a exprimé son soutien à la proposition française d'améliorer le Mécanisme de coopération européen sur la prévention et la lutte contre la radicalisation. La République tchèque est prête à jouer un rôle actif dans des discussions plus approfondies et a suggéré des exercices au cours de leur prochaine présidence.

¹ Du fait de difficultés techniques, le vice-ministre de l'Intérieur de la République tchèque Jiri Novacek n'a pu s'exprimer lors de la conférence. Ce qui suit se base sur le discours qu'il avait prévu de prononcer.

À son tour, M. **Christian Gravel, Secrétaire général du Comité interministériel pour la Prévention de la délinquance et de la radicalisation** en France, a évoqué les effets de la pandémie sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent dans son pays. M. Gravel a déclaré que les acteurs propageant des discours de haine et extrémistes étaient actifs avant la pandémie. Ils sont cependant maintenant en mesure d'utiliser les technologies pour atteindre un public plus large que dans le passé. À ce propos, M. Gravel a souligné que la pandémie était utilisée par différents acteurs extrémistes, et pas seulement pas les groupes d'extrême droite. Par exemple, des groupes salafistes et djihadistes ont exploité la pandémie en la présentant comme une punition divine. Les discours complotistes ne sont pas seulement montés en flèche dans des cercles d'extrême droite, mais également dans des groupes d'extrême gauche. Les activités des extrémistes de droite ont bénéficié du développement le plus important (d'un facteur 10) grâce à l'exploitation de divers discours complotistes. Cette situation ne disparaîtra pas au cours des prochaines années, a prévenu M. Gravel.

Dans le cas de la France, le pays continue à être affecté par l'extrémisme islamiste, comme l'ont montré de récentes attaques telles que le meurtre de Samuel Paty, avec des interactions entre l'extrémisme islamique et l'extrémisme de droite qui se nourrissent l'un l'autre. M. Gravel a insisté sur la nécessité d'étudier ce phénomène de plus près. Les dimensions du fondamentalisme islamique et de ses réseaux doivent également être examinées de plus près, afin de protéger les citoyens contre de futurs préjudices, y compris les citoyens musulmans. M. Gravel a conclu sa déclaration en demandant instamment un engagement continu de la France, non seulement dans l'espace hors ligne mais surtout dans l'espace en ligne. Il a souligné la mise en place d'une unité en ligne destinée à identifier et contrer les discours extrémistes, la création de boîtes à outils de prévention dans le secteur de l'éducation, ainsi que la rédaction avec 12 autres pays d'un document faisant le point sur ce qui a été accompli et sur ce qui reste à faire à l'avenir.

Enfin, **le directeur des affaires européennes et internationales du ministère néerlandais de la justice et de la sécurité, Rob Huijser**, s'est penché sur le problème du financement étranger indésirable dans le contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Il faisait référence au financement non transparent d'institutions religieuses et culturelles. M. Huijser a insisté sur le fait que l'UE et les États membres doivent travailler pour s'assurer que les organisations opérant au sein de l'Union, mais agissant contre ses valeurs, ne doivent pas pouvoir obtenir des financements. En effet, le financement non transparent provenant de pays tiers permet aux extrémistes islamistes de faire avancer leur programme. Même si les Pays-Bas s'efforcent de traiter ce problème, M. Huijser a souligné la valeur ajoutée d'une exploration plus poussée du problème avec d'autres États membres ainsi qu'avec la Commission européenne.

M. Huijser a ensuite partagé ses inquiétudes relatives à l'avertissement adressé au gouvernement par les services de sécurité néerlandais au sujet de l'influence grandissante de l'extrême droite internationale sur les jeunes Néerlandais. Il est à craindre que l'extrémisme de droite puisse dégénérer en terrorisme et que l'UE soit obligée de jouer un rôle actif pour contrer ce développement. Une collaboration et un partage de pratiques inspiratrices sont ainsi jugées nécessaires pour contrer l'extrémisme violent et le terrorisme dans l'espace en ligne (sur les plateformes grand public ainsi que dans d'autres communautés en ligne).

Temps forts de la conférence : table ronde « Prison, sortie et réadaptation, y compris des combattants terroristes étrangers de retour »

Au cours de la première des deux tables rondes thématiques, la praticienne de première ligne et **psychologue Gaby Thijssen** a pris la parole pour partager ses impressions sur son travail avec des délinquants violents et terroristes extrémistes dans les prisons des Pays-Bas. Mme Thijssen a expliqué le bien-fondé de l'approche néerlandaise qui regroupe ces délinquants dans une même aile de la prison, ce qui constitue une forme de gestion du risque. Pour réaliser des interventions réussies, cette approche considère qu'il est important d'apprendre à

connaître la personne que le praticien cherche à réadapter. Ceci se fait en collectant des informations sur le détenu avec le concours de praticiens de première ligne tels que des gardiens de prison, des psychologues et des psychiatres, ainsi que des conseillers religieux, et en introduisant ces informations dans un outil d'évaluation du risque appelé VERA (Violent Extremism Risk Assessment). En plus des risques, cependant, il est également important de comprendre les besoins et la réceptivité des détenus. Pour déterminer ces facteurs, six profils motivationnels des délinquants extrémistes violents et terroristes peuvent être distingués et doivent être pris en compte pour planifier des interventions. Il s'agit : des opportunités criminelles, de la recherche d'amitiés, de la recherche de sens, de l'obligation morale, de la recherche idéologique et de la recherche de statut. Mme Thijssen a conclu que, lorsqu'on s'engage avec le groupe cible, la stratégie consistant à exploiter la puissance de la dissonance cognitive peut s'avérer utile. Cela s'applique quand les actions de ceux qui s'engagent avec le détenu ne correspondent pas à son discours, par exemple en montrant qu'ils croient en leur capacité à changer.

Co-présidente du groupe de travail RAN PRISONS et **Responsable du Département de la coopération internationale et de la formation du personnel à la Direction générale bulgare, Nadya Radvoska** a insisté sur la nécessité d'interventions personnalisées, car il n'existe pas un 'profil unique de délinquant terroriste'. Mme Radvoska a souligné que l'un des principaux problèmes liés aux interventions et aux programmes de désengagement tient à l'absence d'évaluations déterminant leur efficacité. Ce qui est clair, néanmoins, c'est qu'une coopération interinstitutionnelle, que ce soit au sein ou en-dehors de la prison, est nécessaire pour assurer la cohérence du programme. À cette fin, une relation de confiance doit être établie pour pouvoir partager des informations entre les institutions et les différents acteurs impliqués. Parmi les autres défis importants rencontrés dans le contexte carcéral, Mme Radkovska a souligné l'absence d'outils sexospécifiques, les initiatives pour travailler avec les parents « revenants » et les individus déçus de leur citoyenneté.

Elisabet Modée, Conseillère principale à l'Unité de la politique criminelle du Ministère suédois de la justice et présidente de Project Based Collaborations (PBC) dans les prisons, a plaidé pour un engagement plus tourné vers la prévention en environnement carcéral. Elle a souligné qu'on a de nombreux exemples de prisonniers sans aucun antécédent d'extrémisme qui se sont radicalisés entre les murs de la prison. Les prisons doivent constituer des environnements sûrs et il faut à cette fin qu'elles disposent de suffisamment de personnel, et que ce personnel soit formé pour faire face à ces problèmes. Il est également essentiel de mettre en œuvre des outils d'évaluation du risque et des besoins. À cet égard, le RAN a été très utile pour proposer des exemples de pratiques inspiratrices aux États membres. Mme Modée a également fait remarquer la nécessité d'une approche interinstitutionnelle de la réintégration. Dans ce domaine, elle a souligné les opportunités de coopération offertes aux États membres, également dans le cadre du PBC. Dans ce format, un groupe d'États membres se réunit périodiquement pour examiner les problèmes et transmettre ses connaissances aux autres États membres. Au cours des trois dernières années, la Suède et la France ont présidé le PBC sur les prisons. Mme Modée a souligné que la recherche est également essentielle dans ce domaine.

Dernier intervenant de cette table ronde, le **Directeur du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et chercheur associé senior à l'Institut belge Egmont, Thomas Renard** a partagé trois observations essentielles relatives au contexte pénitentiaire. Premièrement, malgré des années d'expérience dans le domaine, on ne sait toujours pas clairement quels sont les enseignements tirés et quelles sont les expérimentations restant à mener dans le domaine de la radicalisation en environnement carcéral. Deuxièmement, nous manquons de données. Des publications récentes spéculent sur le fait qu'on a atteint un pic en termes d'incarcération de délinquants extrémistes violents et terroristes, mais nous ne pouvons en être certains si nous n'effectuons pas plus de mesures et n'obtenons pas de meilleures données. Troisièmement, si de nombreuses pratiques prometteuses ont été identifiées au cours des 10 dernières années, nous devons mieux comprendre leur efficacité afin de les simplifier et de les mettre en œuvre d'une façon plus concertée. Les praticiens doivent également réfléchir à la dynamique de la gestion des délinquants extrémistes violents et terroristes dans les laissez-passer pénitentiaires, ainsi qu'au financement et aux ressources actuellement disponibles dans ce domaine. Il a déclaré que cela risque de nous faire perdre les connaissances acquises au cours des 10 dernières années. Pour cette raison, M. Renard a insisté sur le fait que nous devons accélérer la collecte de données, car l'histoire montre que nous serons à l'avenir

probablement confrontés à des défis similaires. Pour déterminer ce qui fonctionne dans des circonstances données, nous ne disposons pas de meilleure plateforme que le RAN.

Suite aux questions posées ensuite par le public, l'évaluation des programmes de réadaptation est apparue comme un exemple de problème persistant. La question portait sur les indicateurs devant être utilisés pour déterminer leur efficacité. Lorsqu'on utilise comme indicateur les taux de récidive, qui sont extrêmement bas pour les délinquants extrémistes violents et terroristes, qu'apprenons-nous vraiment par rapport au suivi d'anciens délinquants sur des périodes prolongées après leur libération ?

Temps forts de la conférence : table ronde sur « L'architecture de la prévention pour l'avenir : comment pouvons-nous efficacement répondre aux défis actuels et futurs, y compris celui du travail numérique de prévention ? »

Le premier intervenant de la seconde table ronde thématique était **Vasileios Theofilopolous**, ancien coprésident du groupe de travail RAN Police et **membre des forces de polices grecques**, qui a partagé quelques-uns des défis auxquels est confrontée la Grèce à présent et dans un proche avenir. Pour commencer, M. Theofilopolous a indiqué que les problèmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent liés à la pandémie se manifestent également en Grèce, comme la création sur les médias sociaux de groupes qui diffusent des discours haineux et appellent à la désobéissance face aux mesures gouvernementales relatives à la pandémie. Il a insisté sur le fait qu'il est important de contrer les discours anti-vaccination et s'opposant aux gouvernements. Dans ce contexte, des facteurs socio-économiques comme que le chômage ne doivent pas être négligés en tant que facteurs de polarisation et de radicalisation. Il a ensuite indiqué que les répercussions de la situation en Afghanistan devraient se faire sentir de différentes manières au sein de l'UE, par exemple par une augmentation des flux de migration entretenant les tensions entre les groupes d'extrême droite et d'extrême gauche. Il a également évoqué l'engorgement des grands centres d'accueil, ainsi que la situation en Afghanistan qui devient une plaque tournante pour les combattants terroristes étrangers originaires d'Europe.

Le second intervenant de cette table ronde était **Claudie Baudino**, **Coordinatrice de réseau du Comité interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation en France** et membre du Réseau des décideurs pour la lutte contre la radicalisation. Selon Mme Baudino, les succès remportés au cours des 10 dernières années comprennent une amélioration des capacités nationales à faire face à la radicalisation. On peut citer par exemple la formation de nouvelles unités nationales, le recrutement et la formation de personnel, l'adaptation de la législation et le développement de partenariats avec des acteurs de la société civile, ce qui se traduit par une augmentation du nombre d'approches interinstitutionnelles dans de nombreux États membres. L'événement RAN Soutien des politiques ayant été annulé pendant la pandémie de Covid-19, les États membres n'ont pas eu la possibilité de se rencontrer et de discuter. Sur le long terme, néanmoins, cette collaboration sur les politiques entre les États membres permettra d'attribuer des tâches claires au RAN.

Peter Neumann, **Professeur d'études sur la sécurité au Department of War Studies du King's College de Londres**, acteur clé au sein de RAN Soutien des politiques et **Directeur du Centre international pour l'étude de la radicalisation (ICSR)**, a mis l'accent sur les défis à venir. Il a noté que les développements initiés par la généralisation d'Internet continueront à remettre en question le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme

violent, et ce de trois manières. Premièrement, la fragmentation des idéologies. Selon M. Neumann, les acteurs de l'extrême droite, en particulier, ont commencé à appliquer une approche 'à la carte', dans laquelle des discours sont élaborés à partir de ce qu'on peut trouver en ligne, puisant dans la misogynie, le satanisme, la culture du jeu et les discours complotistes liés à la pandémie. D'autre part, les auteurs d'attaques récentes ont tous avancé leurs propres versions de ce qu'ils pensaient être vrai, ce qui rend la réponse plus complexe. Deuxièmement, il y a eu un relâchement des structures. Non seulement en termes de contenu mais également du fait de l'évolution considérable du mode d'organisation des extrémistes dans les espaces numériques, les attaquants isolés représentant une menace de plus en plus grave. Troisièmement, et en rapport avec ce dernier point, le mode opératoire de ces attaques se diversifie et se simplifie. On peut citer comme exemples les attaques au couteau ou l'utilisation de véhicules-béliers pour percuter une foule nombreuse. Il est donc important que les personnes en charge de la prévention soient encore plus présentes en ligne à l'avenir.

Directeur de recherche au Centre d'études sur les menaces asymétrique de l'Université de défense suédoise et Conseiller spécial de RAN Praticiens, **Magnus Ranstorp** a soulevé trois points de discussion supplémentaires pour préparer l'avenir de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et le RAN. Premièrement, M. Ranstorp s'est fait l'écho de la nécessité de poursuivre les recherches et de mieux comprendre les aspects idéologiques, particulièrement en ce qui concerne le séparatisme islamiste non violent, car ce dernier risque d'alimenter le djihadisme en sapant les valeurs démocratiques. Pour cette raison, l'extrémisme violent présent dans les communautés doit être cartographié, en prenant en compte des facteurs tels que le transnationalisme ou les financements étrangers. Cela ne s'applique pas uniquement à l'islamisme, mais également aux groupes extrémistes de droite. Deuxièmement, Magnus Ranstorp a souligné qu'il est nécessaire de renforcer l'engagement en ligne et de savoir comment entrer numériquement en contact avec les jeunes, dans le contexte de plateformes et de technologies en évolution constante. Troisièmement, il a défendu le principe du déploiement d'équipes mobiles d'experts au sein du RAN (équipes agiles en mesure de travailler dans différents quartiers et villes sur des problèmes de prévention spécifiques). Au sein de ces équipes, les États membres les plus expérimentés pourraient aider d'autres États membres à traiter des problèmes spécifiques, en tirant parti de l'expertise du RAN au niveau local aussi bien que national.

Les questions soulevées à l'issue de la deuxième table ronde concernaient l'espace en ligne, les acteurs isolés et la radicalisation non violente. En ce qui concerne la question relative à la façon de travailler de façon plus holistique dans le contexte de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent, Vasileios Theofilopolous a insisté sur la nécessité d'adopter de nouvelles approches visant spécifiquement les jeunes. Peter Neumann a souligné qu'il faut accentuer les efforts pour transférer vers le monde en ligne les connaissances acquises hors ligne sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, et qu'il faut mieux comprendre le lien entre les mondes hors ligne et en ligne.

Répondant à une question relative aux acteurs isolés et au fait de savoir s'ils sont réellement seuls ou s'ils créent un sentiment alternatif d'appartenance, M. Neumann a déclaré que leur radicalisation ne sortait pas du néant. Cela veut dire que ces acteurs isolés ont des liens sociaux en ligne.

Claudie Baudino a répondu à la question relative à la radicalisation non violente, en insistant sur la nécessité de mieux comprendre la dynamique en jeu dans ce qu'on appelle les foyers de radicalisation et les environnements permettant aux individus de se radicaliser.

M. Odini a clôturé la rencontre en faisant remarquer une fois de plus le grand dévouement sous-tendant le travail de toutes les personnes impliquées au sein du RAN. Il a souligné la force unique du réseau pour rapprocher un si grand nombre de professions, de perspectives et d'expertises, ainsi que l'humilité des contributions apportées tout au long de l'événement. L'action du RAN va au-delà du simple "traitement du sommet de l'iceberg". En fait, le RAN s'attaque depuis des années au "corps de l'iceberg", a déclaré M. Odini. Le réseau a prouvé sa grande aptitude à comprendre les problèmes évoqués tout au long de la rencontre, à les traiter et à s'adapter de façon extraordinairement rapide pour comprendre les nouveaux phénomènes extrémistes. Il est maintenant temps de mieux faire connaître au monde extérieur ce que signifie l'extrémisme, l'impact qu'il a réellement sur les sociétés et ce qui se produira si le sujet n'est pas pris au sérieux.

Pour approfondir

Document de RAN Praticiens sur [Les combattants terroristes étrangers et leur famille de retour dans leur pays : expériences et enseignements tirés en Union européenne dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent. Juin 2021.](#)

Document de RAN Praticiens sur [Les manifestations contemporaines de l'extrémisme violent de droite en UE: présentation des pratiques de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. 2021.](#)

Article de RAN Praticiens sur les [Théories du complot et extrémisme de droite – Réflexions et recommandations pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, 2021.](#)

Article de RAN Praticiens sur les [Orientations éthiques pour le travail de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans le cadre des soins de santé mentale, 2021.](#)

Article de RAN Praticiens sur le [Travail de réadaptation avec les condamnés à l'extérieur des prisons, 2021.](#)

UE (2020) [Stratégie de l'Union pour la sécurité.](#)

UE (2021) [Strategic orientations on a coordinated EU approach to prevention of radicalisation.](#)

Commission européenne (2020) [Programme de lutte antiterroriste pour l'UE: anticiper, prévenir, protéger et réagir.](#)

Europol (2021), [Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme 2021.](#)